



**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**

Affaire suivie par : Madame Olivia CROCE

Tél: 04.84.35.42.68

olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr

Dossier n°2024-223-MED

Marseille, le

20 JAN. 2025

Arrêté n°2024-223-MED portant mise en demeure de la société ORION ENGINEERED CARBONS de respecter les prescriptions applicables à son usine de fabrication de noir de carbone de Berre-l'Étang

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°97-381/176-1997-A du 05 janvier 1998 imposant des prescriptions complémentaires à la Société du Noir d'Acétylène de l'Aubette (SN2A) à Berre-l'Étang ;

VU le courrier du 7 mai 2019 actant le changement d'exploitant du site au profit de la société ORION ENGINEERED CARBONS SAS ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-314-PC du 10 juillet 2023 fixant des prescriptions complémentaires à la société ORION ENGINEERED CARBONS FRANCE applicables à son usine de fabrication de noir de carbone de Berre-l'Étang, notamment ses articles 2.1, 2.2.2, 2.3.1.1, 5.1.2 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 26 septembre 2024 relatif à sa visite du 18 septembre 2024 ;

VU la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la société ORION ENGINEERED CARBONS est régulièrement autorisée à exploiter une usine de fabrication de noir de carbone à Berre-l'Étang ;

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 18 septembre 2024, l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants :

- les gaz de queue sont brûlés en continu à la torche ;
- le rapport de mesures des rejets atmosphériques de l'unité de pelletisation réalisé par la société SOCOTEC en septembre 2023 conclut à :
 - une vitesse d'éjection des gaz non conforme : 2,6 m/s, valeur inférieure à la valeur réglementaire minimale de 5 m/s ;
 - une concentration non conforme pour le paramètre NOx : 267 mg/Nm³ pour une valeur limite d'émission de 200 mg/Nm³.
- le bassin de collecte des eaux susceptibles d'être polluées est rempli à environ 50% de sa capacité. De plus, l'inspection constate la présence de végétation diminuant ainsi le volume disponible. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la présence effective du volume nécessaire à la collecte des eaux susceptibles d'être polluées y compris lors d'un incendie dans le bassin.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.1, 2.2.2, 2.3.1.1 et 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ORION ENGINEERED CARBONS de respecter les prescriptions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts définis à l'article L.511-1 du même code ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1 - La société ORION ENGINEERED CARBONS, exploitant une usine de fabrication de noir de carbone sur la commune de Berre-l'Etang, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n°2020-314-PC du 10 juillet 2023 susvisé, en arrêtant le torchage en continu des gaz de queue **sous dix mois à compter de la notification du présent arrêté** et selon le calendrier suivant :

- réalisation d'une étude technico-économique permettant de définir la méthode à mettre en œuvre pour récupérer les gaz de queue **sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté** ;
- transmission du calendrier des travaux de mise en conformité **sous cinq mois à compter de la notification du présent arrêté** ;
- mise en œuvre de la solution technique retenue pour récupérer les gaz de queue **sous dix mois à compter de la notification du présent arrêté**.

Article 2 - La société ORION ENGINEERED CARBONS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2020-314-PC du 10 juillet 2023 susvisé, en respectant la valeur minimale de 5 m/s pour la vitesse d'éjection des gaz **sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**.

L'exploitant transmet à l'inspection **sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté** un plan d'actions permettant d'adapter les conditions d'éjections des gaz.

Article 3 - La société ORION ENGINEERED CARBONS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.3.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2020-314-PC du 10 juillet 2023 susvisé, en respectant la valeur limite d'émission en concentration pour le paramètre NOx de la chambre de combustion de l'unité de pelletisation **sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**.

Article 4 - La société ORION ENGINEERED CARBONS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2020-314-PC du 10 juillet 2023 susvisé, en justifiant la disponibilité permanente du volume requis pour le confinement des eaux susceptibles d'être polluées y compris lors d'un incendie dans le bassin étanche, **sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté**.

Article 5 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2, 3 et 4 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 7 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, en application de l'article R.171-1 du code de l'environnement.

Article 8 - Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'Istres,
 - Le Maire de Berre-l'Etang,
 - Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 12 0 JAN. 2025

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale adjointe

Marie-Pervenche PLAZA